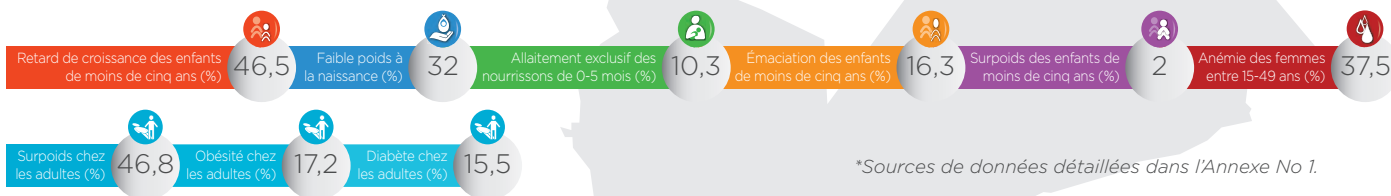




Date d'adhésion : novembre 2012
Population : 26,92 millions

Yémen



Transformations institutionnelles en 2016-2017

2014 63%

Non disponible pour 2015 *

2016 44%

2017 57%

2014 54%

Non disponible pour 2015 *

2016 40%

2017 16%

2014 42%

Non disponible pour 2015 *

2016 33%

2017 66%

2014 21%

Non disponible pour 2015 *

2016 19%

2017 25%

Total pondéré 2017 41%

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

En 2017, la plateforme multi-acteurs du Yémen a été élargie pour intégrer de nouveaux partenaires dans son Comité directeur, notamment des organisations relevant de l'enseignement supérieur et de la société civile, centrées sur l'autonomisation des femmes et la participation des habitants au niveau local. En 2017, de nouveaux partenariats ont été établis avec des organisations comme l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI). Bien que le point focal SUN soit membre du Groupe

sectoriel sur la nutrition, lequel comprend des agences des Nations unies et des organisations de la société civile, le Secrétariat national n'a pas encore réussi à atteindre un niveau optimal de coordination avec d'autres secteurs, en raison de la crise que traverse le pays. Cependant, des efforts concertés ont été déployés pour mieux coordonner tous les groupes sectoriels sur la sécurité alimentaire, la nutrition, l'éducation, l'eau, l'assainissement et l'hygiène.

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

En 2016-2017, aucun bilan n'a été dressé sur la bonne mise en œuvre et le caractère effectif des diverses lois et politiques liées à la nutrition. Dans le contexte du conflit en cours, les organismes gouvernementaux ne sont pas en mesure d'assumer les coûts opérationnels de révision ou de mise à jour d'aucune loi ou réglementation. En 2017, le Ministère de l'industrie et du commerce a supervisé plusieurs lois et règlements commerciaux concernant la compétitivité et la prévention des monopoles sur les prix des denrées alimentaires, afin de faciliter l'accès aux produits alimentaires de

base. Un suivi a également été effectué pour garantir la disponibilité et la qualité des aliments pour les enfants et la conformité des lois avec les normes internationales. Le Ministère a conçu une matrice pour les amendements nécessaires et a évalué l'influence des politiques et des lois gouvernementales sur les citoyens. Le 4e plan quinquennal pour le secteur de l'agriculture (2012 - 2016) a été évalué en 2017 par le Ministère de l'agriculture. Une analyse de situation sur la promotion de l'allaitement est en cours, réalisée avec le soutien de l'UNICEF.

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Les parties prenantes bénéficient des documents, plans, politiques et programmes disponibles ; elles s'appuient sur les rapports d'évaluation des besoins. Un système de carte a été approuvé et il s'est avéré fonctionnel dans plusieurs gouvernorats, où il a partiellement compensé l'absence de salaires versés à certains fonctionnaires depuis huit mois. Le Consortium SUN visant à « Maximiser la qualité du cadre des programmes de renforcement de la nutrition »

(MQSUN) a été chargé de revoir les priorités du Plan national d'action pour la nutrition pour 2017 - 2025. En coordination avec l'IFPRI, les projets nutritionnels vont être répertoriés. La liste qui en résultera, comprenant divers indicateurs et d'autres données, sera régulièrement mise à jour et tenue à la disposition du public. Les stratégies nationales ne précisent pas les responsabilités, le suivi et l'évaluation, le calendrier, ni le cadre de mise en œuvre.

Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Bien que des financements conséquents destinés à la nutrition existent au Yémen, provenant de donateurs et d'organisations internationales, et principalement axés sur

l'action humanitaire, il n'y a pas actuellement de contribution gouvernementale, en raison du conflit en cours.

PRIORITÉS 2017-2018

- Exploiter les possibilités de plaidoyer pour influencer les décideurs politiques et économiques, afin d'aligner toutes les politiques yéménites de lutte contre la faim et la malnutrition ;
- Accroître la mobilisation des ressources et des initiatives sur les questions nutritionnelles.